



**Arrêté temporaire n°2026AT\_1229  
Portant réglementation de la circulation**

**RD 20**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;  
**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;  
**Vu** le Code de la voirie routière ;  
**Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;  
**Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;  
**Vu** l'arrêté du président du conseil départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 28 janvier 2025 portant sur les avis permanents relatif aux arrêtés temporaires de police de circulation sur le réseau routier départemental classé à grande circulation (RGC) ;  
**Vu** la demande émise par COLAS France – OUEST aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;  
**Vu** l'avis favorable du Préfet en date du 18/06/2026 ;  
**Vu** l'avis favorable du Maire de la commune de MUZILLAC en date du 23/06/2026 ;  
**Vu** l'avis favorable du Maire de la commune de AMBON en date du 17/06/2026 ;  
**Considérant** que des travaux de renouvellement de la couche de roulement rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 29/06/2026 au 03/07/2026 sur la RD 20 du PR 16+0950 au PR 17+0920 dans les deux sens de circulation sur le territoire de AMBON ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 29/06/2026 et jusqu'au 03/07/2026, la circulation des véhicules est interdite de 20h00 à 6h00 chaque nuit, sur la RD 20 du PR 16+0950 au PR 17+0920 dans les deux sens de circulation. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux et véhicules du département intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route.

**Article 2**

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place de 20h00 à 6h00 chaque nuit, pour tous les véhicules circulant de Muzillac vers la zone commerciale (Super U, Carrefour, Mac Do). Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- à l'intersection de GIRATOIRE DE TERRE-OCEAN (D20) et de l'AVENUE DU PARC
- 4 RUE JOSEPH LE BRIX
- RD 765 du PR9+0295 au PR10+0905
- SAINT-LAURENT
- RUE DES PANICAUTS
- à l'intersection de la RUE DES SALICORNES et de la RUE DES STATICES
- TREBIGUETTE

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.  
Cet itinéraire de déviation sert également aux véhicules lents, pendant les travaux.

**Article 3**

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place de 20h00 à 6h00 chaque nuit, pour tous les véhicules circulant de Muzillac vers Ambon/Damgan/Sarzeau. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RN 165 du PR 23+0275 au PR 26+0297
- RN 916506 au PR2
- à l'intersection de D140 et de RD 140
- RD 140 du PR12+0385 au PR8+0844
- RN 916505 hors agglomération

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

#### Article 4

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant depuis Sarzeau/Damgan/Ambon et se dirigeant vers Muzillac. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant : RD 140 du PR 8+0652 au PR 12+0691 et RD 765 du PR12+1269 au PR10+0917 Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

#### Article 5

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge de l'agence technique départementale et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par l'agence technique départementale.

#### Article 6

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

#### Article 7

Le directeur des infrastructures et des mobilités, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à VANNES, le 24 juin 2026

#### LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,

Le Directeur des infrastructures et des mobilités



Xavier DOMANIECKI

#### DIFFUSION :

- Monsieur le Préfet du Morbihan
- Madame le Maire de MUZILLAC
- Monsieur le Maire d'Ambon
- Quentin RIBOUCHON (COLAS France – OUEST )
- Le Président du Conseil Départemental
- GENDARMERIE 56
- SDIS 56
- SAMU 56 VANNES
- Service d'appui aux politiques d'aménagement
- Monsieur ANTENNE DE VANNES (BREIZHGO)
- Monsieur Fabrice DUPONT (KICEO)
- Monsieur Frédéric SIMON (KICEO)

#### ANNEXE :

3 Plans de déviation

#### INFORMATIONS IMPORTANTES

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au

terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

**Informatique et liberté** : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

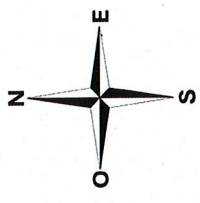
Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou [cil56@morbihan.fr](mailto:cil56@morbihan.fr).

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).



# Plan de déviation - Arrêté 2026AT\_1229



**Légende**

- Emprise (Red line)
- Déviation (Green line)

